La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2010 : déficit budgétaire de 6,4 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 6,4 milliards de dollars a été enregistré en mars 2010, comparativement à un déficit de 3,5 milliards en mars 2009. Les revenus ont augmenté de 4,3 milliards par rapport à mars 2009, par suite de hausses des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur les produits et services (TPS), qui ont été partiellement compensées par une diminution des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 7,2 milliards en comparaison de mars 2009, traduisant en grande partie l'inclusion dans les résultats de mars 2010 des renseignements connus à ce jour au sujet des rajustements comptables de fin d'exercice et des redressements d'évaluation de l'actif et du passif pour l'exercice 2009-2010. Les frais de la dette publique ont diminué de 12 millions de dollars en comparaison de mars 2009.

D'avril 2009 à mars 2010 : déficit budgétaire de 47,0 milliards de dollars

La période d'avril 2009 à mars 2010 s'est soldée par un déficit budgétaire de 47,0 milliards de dollars, comparativement au déficit de 2,2 milliards affiché dans la même période en 2008-2009. Une tranche de près de 19 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Les revenus ont fléchi de 12,7 milliards (5,5 %), ce qui découle surtout de la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 33,6 milliards (16,6 %), ce qui est surtout attribuable à la hausse des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile et aux renseignements connus à ce jour au sujet des rajustements comptables de fin d'exercice concernant les autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont reculé de 1,5 milliard d'une année sur l'autre, sous l'effet de taux d'intérêt moins élevés.

Les résultats mensuels d'avril 2009 à mars 2010 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, qui seront connus à l'automne, feront aussi état des redressements de fin d'exercice qui seront effectués lorsque d'autres renseignements seront connus, notamment le cumul des revenus fiscaux découlant des cotisations établies sur les déclarations de revenus et les redressements suivant l'évaluation de l'actif et du passif.

On trouvera plus loin une analyse des résultats de mars et des prévisions du budget de 2010 pour l'exercice. Bien que les résultats à ce jour, et en particulier les revenus budgétaires, soient supérieurs aux prévisions contenues dans le budget de 2010, compte tenu des rajustements possibles mentionnés ci-dessus et de la conjoncture économique mondiale toujours incertaine, le gouvernement considère que les projections financières indiquées dans ce budget demeurent généralement fidèles.

Mars 2010

Un déficit budgétaire de 6,4 milliards de dollars a été enregistré en mars 2010, comparativement à un déficit de 3,5 milliards en mars 2009.

Les revenus ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (22,8 %) pour s'établir à 22,9 milliards en mars 2010.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 1,0 milliard de dollars (11,1 %) en raison de la hausse de l'emploi.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 3,1 milliards de dollars (130,8 %), sous l'effet de règlements de fin d'exercice plus élevés et d'une baisse des remboursements par rapport à mars 2009.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (69,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 1,1 milliard de dollars (47,1 %) de plus en raison d'une hausse des rentrées de TPS, qui ont progressé de 1,2 milliard (90,7 %). Comme mentionné au cours des mois précédents, il était prévu que la croissance des rentrées de TPS s'accélérerait au cours du dernier trimestre de l'exercice, sous l'effet de l'échéance des facteurs chronologiques et de la reprise attendue des dépenses visant des articles assujettis à la TPS. La TPS étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées qu'elle génère représentent la différence entre la taxe totale payable au gouvernement et les crédits de taxe sur les intrants demandés. En 2008-2009, par exemple, les revenus de 25,7 milliards tirés de la TPS représentaient le solde des cotisations totales de cette taxe, qui s'établissaient à environ 167,0 milliards, après soustraction des 141,3 milliards de crédits de taxe sur les intrants, de remboursements et de crédits accordés aux particuliers. Par conséquent, les différences entre le moment où le montant considérablement plus grand de TPS est payable au gouvernement et celui où les crédits de taxe sur les intrants sont demandés font en sorte que les rentrées nettes peuvent varier beaucoup d'un mois à l'autre. Les taxes sur l'énergie ont connu une baisse de 13 millions, les droits de douane à l'importation ont reculé de 54 millions et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 3 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (5,6 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 1,3 milliard de dollars (46,3 %), en grande partie en raison de la baisse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises et des pertes de change essuyées au titre des prêts en devises à l'appui du développement et du commerce.

En mars 2010, les charges de programmes ont atteint 26,9 milliards de dollars, soit 7,2 milliards (36,4 %) de plus qu'en mars 2009. Cette augmentation traduit en grande partie l'inclusion dans les résultats de mars 2010 des renseignements connus à ce jour au sujet des rajustements comptables de fin d'exercice et des redressements d'évaluation de l'actif et du passif. Ces renseignements ont été inclus pour la première fois dans *La revue financière* de mars. Les résultats de mars 2010 ne sont donc pas directement comparables avec ceux de mars 2009. La pratique consistant à inclure dans les résultats de mars les renseignements disponibles relativement aux rajustements comptables de fin d'exercice se poursuivra dans les prochaines années.

En mars 2010, les paiements de transfert ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (15,8 %) par rapport à mars 2009.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont diminué de 43 millions de dollars (0,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,2 %). Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (6,5 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 26 millions (2,5 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, traduisant l'augmentation prévue par la loi des paiements de péréquation, la diminution du recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (déclarée à titre de réduction des transferts fiscaux) et l'aide transitoire accordée à la Colombie-Britannique suivant la décision de la province d'adopter le cadre de la taxe de vente harmonisée (TVH).
- Les autres paiements de transfert ont progressé de 1,4 milliard de dollars, sous l'effet d'augmentations dans plusieurs ministères.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, et tiennent compte également des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont augmenté de 5,1 milliards de dollars par rapport à l'année précédente, en grande partie en raison de l'inclusion des renseignements disponibles au sujet des rajustements comptables de fin d'exercice pour 2009-2010.

Les frais de la dette publique ont fléchi de 12 millions de dollars comparativement à mars 2009.

D'avril 2009 à mars 2010

Pour la période d'avril 2009 à mars 2010, un déficit budgétaire de 47,0 milliards de dollars a été consigné, comparativement au déficit de 2,2 milliards affiché dans la même période en 2008-2009. Comme il est mentionné ci-dessus, les résultats mensuels d'avril 2009 à mars 2010 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Une tranche de près de 19 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

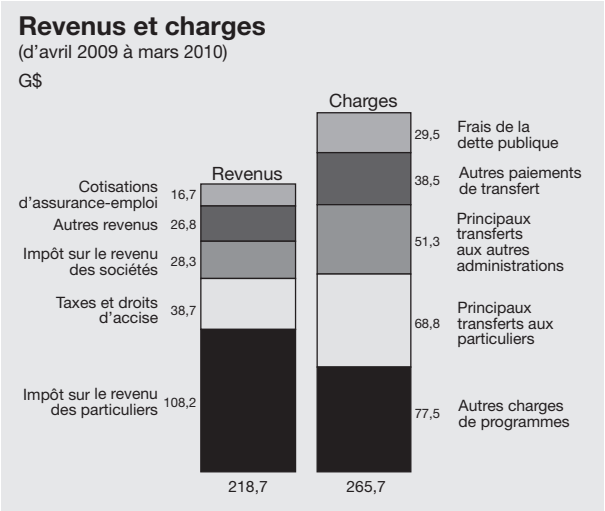
Les revenus ont diminué de 12,7 milliards de dollars (5,5 %) pour s'établir à 218,7 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 6,3 milliards de dollars (5,5 %) en raison de la baisse de l'emploi et de l'incidence des allégements fiscaux accordés. Ces allégements comprennent une hausse du montant personnel de base et des seuils des fourchettes d'imposition, la bonification de la Prestation fiscale pour le revenu de travail ainsi que le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont connu une baisse de 1,5 milliard de dollars (4,9 %), par suite de l'augmentation d'environ 4 % des remboursements d'impôt et du recul de quelque 2 % de l'impôt perçu.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,6 milliard de dollars (9,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,5 milliard de dollars (1,4 %) de moins, surtout en raison d'une chute de 0,6 milliard (14,5 %) des revenus tirés des droits de douane à l'importation. Les revenus tirés de la TPS ont fléchi de 42 millions (0,2 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 22 millions, tandis que les autres taxes et droits d'accise progressaient de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi sont restés essentiellement les mêmes. Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont diminué de 3,8 milliards de dollars (15,1 %), partiellement en raison de la baisse des rentrées dans les comptes de revenus extracôtiers de l'Atlantique. Ce revenu étant transféré à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, il n'a aucun effet net sur le solde budgétaire. En outre, les autres revenus ont diminué en raison du recul des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises et des pertes de change susmentionnées.

Les charges de programmes ont totalisé 236,1 milliards de dollars entre avril 2009 et mars 2010, en hausse de 33,6 milliards (16,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce qui s'explique en partie par l'incidence du Plan d'action économique du Canada.

D'avril 2009 à mars 2010, les paiements de transfert ont augmenté de 23,8 milliards de dollars (17,6 %) par rapport à l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont connu une hausse de 7,4 milliards de dollars (12,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard (4,0 %), ce qui reflète l'augmentation de la population des personnes âgées et l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont fait un bond de 5,6 milliards (34,7 %), en raison de la hausse du chômage et de la majoration des prestations mise en œuvre dans le Plan d'action économique du Canada. Les prestations pour enfants ont progressé de 0,4 milliard de dollars.



- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,8 milliards de dollars (10,4 %) sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation, ainsi que de l'aide transitoire accordée à la Colombie-Britannique au titre de la TVH, du doublement déjà annoncé du transfert au titre de la taxe sur l'essence aux provinces et aux municipalités à compter du 1er avril 2009 et de la baisse de la valeur des paiements de remplacement pour les programmes permanents.
- Les autres paiements de transfert ont progressé de 11,6 milliards de dollars, sous l'effet d'augmentations observées dans la plupart des ministères, y compris le soutien accordé au secteur de l'automobile. Ces hausses ont été compensées en partie par la baisse des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont crû de 9,8 milliards de dollars (14,4 %) par rapport à l'exercice précédent, ce qui résulte en grande partie de l'inclusion des renseignements connus jusqu'ici au sujet des rajustements comptables de la fin de l'exercice 2009-2010.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars (4,7 %), l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt ayant été plus que compensée par des taux d'intérêt effectifs moyens plus bas.

Besoins financiers de 64,5 milliards de dollars d'avril 2009 à mars 2010

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 47,0 milliards de dollars et des besoins financiers de 17,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mars de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 64,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 89,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent. La détérioration du solde budgétaire en 2009-2010 a été largement compensée par une diminution des besoins financiers au titre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés et par les ressources financières générées par les opérations de change du gouvernement.

Activités nettes de financement en hausse de 44,9 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 64,5 milliards de dollars en augmentant de 44,9 milliards la dette contractée sur les marchés et en réduisant ses soldes de trésorerie de 19,5 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. À la fin de mars 2010, les soldes de trésorerie s'élevaient à 25,5 milliards, soit 19,5 milliards de moins qu'à la fin de mars 2009.

Mise à jour trimestrielle des perspectives financières de 2009-2010

À la fin de mars 2010, les revenus dépassent de 4,8 milliards de dollars les projections établies dans le budget de 2010, reflétant en grande partie les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés plus élevées que prévu. Les charges de programmes sont inférieures de 1,7 milliard aux projections.

Par contre, les résultats disponibles à ce jour pour 2009-2010 ne tiennent pas compte d'un certain nombre de rajustements importants des revenus et des charges qui seront effectués lorsque des renseignements plus complets seront disponibles. Par exemple :

- Les estimations mensuelles des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers sont fondées sur les retenues à la source et sur des estimations de l'impôt couru. Les résultats définitifs tiendront compte des cotisations établies sur les déclarations de revenus de 2009 maintenant en cours d'examen à l'Agence du revenu du Canada. Les résultats définitifs des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers peuvent différer sensiblement des estimations mensuelles en raison de facteurs comme l'ampleur des cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite et les variations des gains et des pertes en capital déclarés à la date de production. Cette année, une variation pourrait aussi être attribuable à la popularité du crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire.
- De même, alors que les résultats mensuels visent à refléter les renseignements les plus à jour au sujet des obligations juridiques et environnementales du gouvernement, des provisions pour garanties et des marges pour évaluation des prêts, des placements et des avances, les modifications de la valeur estimative de l'actif et du passif ne sont établies qu'à la fermeture des livres de l'exercice.

Bien que les résultats à ce jour, et en particulier les revenus budgétaires, soient supérieurs aux prévisions contenues dans le budget de 2010, compte tenu des rajustements possibles mentionnés ci-dessus et de la conjoncture économique mondiale toujours incertaine, le gouvernement considère que les projections financières indiquées dans ce budget demeurent généralement fidèles. Le gouvernement publiera les résultats définitifs vérifiés pour 2009-2010 dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* qui paraîtra en septembre.

Résultats financiers à la fin de mars 2010 et résultats projetés pour 2009-2010 dans le budget de 2010

	Résultats projetés pour 2009-2010 dans le budget de 2010	D'avril 2009 à mars 2010	Écart
		(G$)	
Revenus	213,9	218,7	4,8
Charges			
Charges de programmes	237,8	236,1	-1,7
Frais de la dette publique	29,9	29,5	-0,4
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-53,8	-47,0	6,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars			Avril à mars	
	2009	2010		2008-2009	2009-2010
			(M$)		
Opérations budgétaires					
Revenus	18 671	22 926		231 344	218 694
Charges					
Charges de programmes	-19 730	-26 918		-202 580	-236 148
Frais de la dette publique	-2 450	-2 438		-30 965	-29 502
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 509	-6 430		-2 201	-46 956
Opérations non budgétaires	-4 635	8 146		-87 297	-17 503
Ressources ou besoins financiers	-8 144	1 716		-89 498	-64 459
Variation nette dans les activités de financement	14 553	7 293		123 284	44 924
Variation nette dans l'encaisse	6 409	9 009		33 786	-19 535
Encaisse à la fin de la période				45 030	25 501

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2009	2010	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 970	9 966	11,1	114 465	108 182	-5,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 364	5 455	130,8	29 793	28 324	-4,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	287	485	69,0	6 129	5 562	-9,3
Total des impôts sur le revenu	11 621	15 906	36,9	150 387	142 068	-5,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 340	2 555	90,7	25 181	25 139	-0,2
Taxes sur l'énergie	424	411	-3,1	5 159	5 181	0,4
Droits de douane à l'importation	337	283	-16,0	4 057	3 470	-14,5
Autres taxes et droits d'accise	328	325	-0,9	4 842	4 906	1,3
Total des taxes et droits d'accise	2 429	3 574	47,1	39 239	38 696	-1,4
Total des revenus fiscaux	14 050	19 480	38,6	189 626	180 764	-4,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 858	1 962	5,6	16 708	16 701	0,0
Autres revenus	2 763	1 484	-46,3	25 010	21 229	-15,1
Total des revenus	18 671	22 926	22,8	231 344	218 694	-5,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Mars			Avril à mars		
	2009	2010	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 856	2 918	2,2	33 307	34 646	4,0
Prestations d'assurance-emploi	2 021	1 890	-6,5	16 161	21 772	34,7
Prestations pour enfants	1 032	1 058	2,5	11 989	12 430	3,7
Total	5 909	5 866	-0,7	61 457	68 848	12,0
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 016	2 060	2,2	22 759	24 820	9,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	890	904	1,6	10 568	10 858	2,7
Total	2 906	2 964	2,0	33 327	35 678	7,1
Transferts fiscaux	802	1 551	93,4	15 138	16 443	8,6
Villes et collectivités du Canada	100	31	-69,0	971	1 872	92,8
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-191	-232	21,5	-2 974	-2 703	-9,1
Total	3 617	4 314	19,3	46 462	51 290	10,4
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	58	372	541,4	1 543	1 780	15,4
Affaires étrangères et Commerce international	1 128	1 611	42,8	3 889	4 489	15,4
Santé	344	805	134,0	2 347	3 095	31,9
Ressources humaines et Développement des compétences	118	494	318,6	2 253	3 460	53,6
Affaires indiennes et du Nord canadien	601	945	57,2	5 144	5 662	10,1
Industrie	333	72	-78,4	2 251	2 780	23,5
Autres	1 083	799	-26,2	9 522	17 266	81,3
Total	3 665	5 098	39,1	26 949	38 532	43,0
Total des paiements de transfert	13 191	15 278	15,8	134 868	158 670	17,6
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	687	1 176	71,2	7 686	9 246	20,3
Défense	1 722	2 946	71,1	18 581	20 562	10,7
Tous les autres ministères et organismes	4 130	7 518	82,0	41 445	47 670	15,0
Total des autres charges de programmes	6 539	11 640	78,0	67 712	77 478	14,4
Total des charges de programmes	19 730	26 918	36,4	202 580	236 148	16,6
Frais de la dette publique	2 450	2 438	-0,5	30 965	29 502	-4,7
Total des charges	22 180	29 356	32,4	233 545	265 650	13,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	2009	2010	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 509	-6 430	-2 201	-46 956
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-885	-2 258	-4 163	-5 788
Autres activités d'investissement	-4 911	-3 071	-74 381	-26 438
Régimes de retraite et autres passifs	401	865	4 761	7 553
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	314	10 263	-7 232	-1 167
Opérations de change	299	2 173	-9 409	5 095
Amortissement des immobilisations corporelles	147	174	3 127	3 242
Total des autres activités	760	12 610	-13 514	7 170
Total des opérations non budgétaires	-4 635	8 146	-87 297	-17 503
Ressources ou besoins financiers	-8 144	1 716	-89 498	-64 459

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars		Avril à mars	
	2009	2010	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	-8 144	1 716	-89 498	-64 459
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	10 071	8 066	41 520	72 691
Bons du Trésor	3 900	2 000	75 500	-16 600
Titres au détail	75	-63	-539	-672
Autres	0	-2	-519	-71
Total	14 046	10 001	115 962	55 348
Emprunts en devises	-505	-967	883	-2 139
Total	13 541	9 034	116 845	53 209
Réévaluation de swaps de devises	646	-1 516	5 110	-7 923
Escomptes non amortis des émissions obligataires	408	-228	1 468	-341
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-42	3	-139	-21
Variation nette dans les activités de financement	14 553	7 293	123 284	44 924
Variation dans l'encaisse	6 409	9 009	33 786	-19 535

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2009	31 mars 2010	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	113 999	113 443	-556
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 186	367 877	72 691
Bons du Trésor	192 275	175 675	-16 600
Titres au détail	12 532	11 860	-672
Autres	523	452	-71
Total partiel	500 516	555 864	55 348
Payable en devises	10 381	8 242	-2 139
Compte de réévaluation de swaps de devises	3 690	-4 233	-7 923
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-4 751	-5 092	-341
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 184	4 163	-21
Total de la dette non échue	514 020	558 944	44 924
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	139 909	143 113	3 204
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	50 311	54 122	3 811
Autres passifs	5 923	6 461	538
Total des régimes de retraite et autres passifs	196 143	203 696	7 553
Total de la dette portant intérêt	710 163	762 640	52 477
Total du passif	824 162	876 083	51 921
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	122 147	103 223	-18 924
Comptes d'opérations de change	51 709	46 614	-5 095
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	125 093	151 531	26 438
Total des actifs financiers	298 949	301 368	2 419
Dette nette	525 213	574 715	49 502
Actifs non financiers	61 503	64 049	2 546
Dette fédérale (déficit accumulé)	463 710	510 666	46 956

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Mai 2010